Sans volonté de rupture, le syndicalisme accumule les défaites

Nous n'avons plus Sarkozy au pouvoir et pourtant la même politique de destruction des acquis sociaux s'applique à quelques nuances près. Nous avons subi les licenciements massifs et des défaites graves sur les retraites sous Sarkozy, nous vivons la même chose sous Hollande.

Fatalité ? Non. Le gouvernement se dit « socialiste », mais depuis longtemps, il fait sien la devise de Margaret Thatcher (TINA : il n'y a pas d'alternative).

Et notre syndicalisme ? Il est devenu le chantre du « dialogue social ». Il prétend que, face à un syndicalisme « des marges », il incarne un syndicalisme « de luttes ». Il n'y a pas de luttes à part quelques grèves rituelles sans effet parce que le SNES et la FSU pensent que le capitalisme est indépassable. Ils s'inscrivent dans le cadre des institutions que celui-ci a fabriquées pour assurer la pacification sociale. Ils assument le rôle de « partenaire social », comme si les patrons et l'Etat étaient nos partenaires. Ils débattent gentiment dans la CES et la CSI, dans le cadre d'un « syndicalisme international » qui n'a jamais remis en cause le libéralisme, le dumping social, les privatisations et la démantèlement des services publics.

Qu'on ne s'y trompe pas : le système capitaliste n'est pas populaire. Les ravages qu'il provoque conduisent à la colère et au mécontentement. Qui en profite ? L'extrême droite raciste qui apparaît comme la seule à prôner une forme (très dévoyée) de rupture sur fond de racisme et de haine. En ayant oublié la lutte des classes, l'anticapitalisme et la nécessité de lutter pour gagner et pas pour conserver l'appareil, les syndicats (et le nôtre en particulier) portent une grave responsabilité. Il est encore temps de changer.

Pierre Stambul (*Emancipation*)